



A Washington, démocrates et républicains viennent soutenir la Résistance iranienne



- Ils se prononcent en faveur du retrait de l'OMPI de la liste noire du terrorisme du Département d'Etat

De gauche à droite : L'ambassadeur **Stuart Eizenstat**, Secrétaire adjoint au Trésor (1999 -2001), **P.J. Crowley**, Secrétaire d'Etat adjoint aux affaires publiques (2009-mars 2011), **Nancy Soderberg**, ambassadrice américaine aux Nations Unies sous Bill Clinton, le **Pr Raymond Tanter**, ancien membre du Conseil national de sécurité sous Reagan, le juge **Michael Mukasey**, ministre de la Justice (2007-2009), **John Hillen**, Secrétaire d'Etat adjoint pour les affaires politico-militaires (2005-2007), et l'ambassadeur **Dell Dailey**, coordinateur de la lutte anti-terroriste (2007-2009).

Lire page 2

Desmond Tutu soutient le plan européen pour Achraf



Lettre de l'Archevêque Desmond Tutu :

Je rejoins le UNHCR, l'Union européenne, ainsi que les autres pays à travers le monde, les organisations et les personnalités de défense des droits humains pour déplorer fortement les attaques violentes des forces irakiennes contre les résidents sans défense ni armes du camp d'Achraf le 8 avril 2011 qui ont fait 35 morts et des centaines de blessés.

Les inquiétudes demeurent et si l'ONU n'assume pas immédiatement la protection des résidents, les autorités irakiennes mèneront encore une autre attaque armée contre les résidents d'Achraf.

La proposition du Parlement européen est une solution pacifique et viable pour le camp d'Achraf, et j'espère que l'ONU, les États-Unis et l'Union européenne assisteront à la mise en œuvre de ce plan, puisqu'ils ont tous exprimé leurs préoccupations quant au respect et au maintien des droits et de la dignité des résidents d'Achraf.

Des conditions coïncidant avec les droits des résidents d'Achraf en vertu des lois internationales et des Conventions de Genève doivent être remplies pour établir les fondations menant à une solution permanente de la crise à Achraf. Jusqu'à la mise en œuvre totale du plan du Parlement européen et durant la période transitoire, des efforts du gouvernement américain, de l'ONU et de l'Union européenne sont nécessaires pour accomplir les conditions préalables suivantes:

1. L'occupation militaire d'Achraf doit prendre fin ;
2. Le siège inhumain qui dure depuis plus de deux ans à l'encontre d'Achraf

Suite page 2

Un 36e martyr de l'attaque du 8 avril d'Achraf



Mansour Hadjian

Blessé, Mansour Hadjian est décédé en raison du manque d'accès aux soins

- Les mises en garde de la Résistance lancées aux Etats-Unis et à l'ONU pour transférer M. Hadjian dans un hôpital américain ou européen sont restées lettres mortes

Mansour Hadjian, 52 ans, membre des Moudjahidine du peuple d'Iran, figurait au nombre des blessés de l'attaque meurtrière des forces de Maliki contre Achraf le 8 avril. Après plus de deux mois de souffrances à cause du blocus médical inhumain et des obstacles posés par le comité chargé de la répression d'Achraf, il s'est éteint dans la matinée du samedi 11 juin dans un hôpital de Bagdad. Mansour Hadjian est le 36e martyr de cette attaque. Il luttait depuis 26 ans dans les rangs de l'OMPI contre le fascisme religieux. Lors de l'assaut, il a reçu une balle dans la poitrine, qui lui a déchiré les poumons et causé une grave hémorragie.

Suite page 4

Obama appelé à soutenir un « printemps iranien »

Lors d'un symposium à Washington intitulé « Nouvelle politique américaine pour le Moyen-Orient et la politique vis-à-vis de l'Iran », organisé par Démocratie et Droits de l'Homme internationaux le 2 juin, d'anciens responsables du gouvernement américain ont parlé de la nécessité pour l'administration Obama de s'intéresser davantage au « Printemps iranien » alors que cette dernière ajuste de nouvelles initiatives pour le Moyen-Orient afin de les adapter aux réalités de la région. La réunion était présidée par le **Pr Raymond Tanter**, membre du Conseil national de sécurité sous le président Reagan.

Philip. J. Crowley, secrétaire d'État adjoint aux affaires publiques jusqu'en mars 2011, a déclaré : « Le changement va se produire de la base au sommet. Il ne va pas être imposé de l'extérieur, mais nous devons être en position d'aider le changement à prendre forme et soutenir les personnes et les institutions qui peuvent amener une gouvernance démocratique dans la région dans son ensemble, y compris Téhéran ». Abordant la protection du camp d'Achraf, où résident 3400 membres de la principale opposition iranienne, l'organisation des Moudjahidine du peuple d'Iran (OMPI), il a déclaré : « Il revient à la communauté internationale, en commençant par les Nations Unies, soutenues par les États-Unis et l'Union européenne, d'amorcer un processus afin de trouver une solution qui permette aux résidents du camp d'Achraf de quitter l'Irak et de s'installer dans d'autres pays. Cela devrait faire partie de la politique des

États-Unis et cela devrait prendre forme sous l'égide et la protection interventionniste des Nations Unies, tandis que la communauté internationale travaille à résoudre cette crise ».

Nancy Soderberg, ambassadrice américaine à l'ONU sous Bill Clinton, était d'accord. « Le gouvernement irakien doit absolument se conformer à ses obligations de protéger ceux qui se trouvent dans ses frontières. Les États-Unis devraient l'exhorter plus fermement à le faire », a-t-elle déclaré, ajoutant : « Je suis confiante quant au fait que la révision actuelle par l'administration Obama [de la l'inscription de l'OMPI sur la liste terroriste] se fera selon le mérite. Ayant discuté avec diverses personnes de l'administration, je pense sincèrement que cela sera décidé d'après les faits ».

L'ambassadeur **Stuart Eizenstat**, Secrétaire adjoint au Trésor sous Bill Clinton, a déclaré : « Il est important de consolider l'opposition démocratique. C'est l'Iran qui est un État terroriste. C'est de là que vient le terrorisme. Le Département d'État revoit son processus comme la cour d'appel du District de Columbia le lui a demandé. Et j'espère que ce faisant, il va accélérer sa décision et que celle-ci reflétera le fait que le Royaume-Uni et l'Union européenne, où



j'ai été ambassadeur, ont tous deux levé avec respect leurs restrictions sur l'OMPI ».

« Il est grand temps pour ce pays d'agir selon ses principes, de retirer l'OMPI de la liste et par là d'encourager ceux qui en Iran se battent pour un changement de régime. De s'assurer que les résidents d'Achraf peuvent rester où ils sont en sécurité et protégés par une force internationale, ou quitter l'Irak pour d'autres pays », a souligné le juge **Michael Mukasey**, ministre américain de la Justice sous George W. Bush.

Porter Goss, directeur de la CIA de 2004 à 2006, a déclaré : « Nous ne pouvons plus enfoncer la situation de l'OMPI désormais. Nous avons une échéance en vue (...) Nous devons encourager notre Département d'État à trouver les réponses quant à ce qu'il va faire pour terminer cette révision de la liste. La désignation d'Organisation Terroriste Étrangère est une entrave à la solution finale de déplacement, et je pense donc que plus tôt nous obtiendrons une décision à ce sujet, c'est là qu'à mon avis le sens commun nous mènera (...) Il n'existe aucune justification fondée de terrorisme dans ce que j'ai vu (...) Je pense que s'il est déclaré que l'OMPI ne doit plus être sur la liste, il sera plus aisé de traiter la question du déplacement [des résidents d'Achraf] (...) Je pense que la première chose à faire consiste à résoudre cette question de liste noire et la seconde à dire que ces personnes méritent un avenir ».

« Il n'existe rien de plus décisif et de plus influent pour réduire les menaces stratégiques du régime actuel iranien que d'avoir une opposition démocratique vigoureuse en Iran. Cela devrait être au centre de la politique de l'Union européenne de soutenir l'opposition démocratique en Iran et les États-Unis devraient se préparer à faire de même avec autant d'aide possible et sans aucune concession », a souligné **John Hillen**, Secrétaire d'État adjoint pour les affaires politico-militaires, sous George W. Bush.

Il est grand temps pour ce pays d'agir selon ses principes, de retirer l'OMPI de la liste et par là d'encourager ceux qui en Iran se battent pour un changement de régime.

Michael Mukasey
ancien ministre
de la Justice

Desmond Tutu

Suite de la page 1

par le gouvernement irakien doit être levé. Les portes du camp doivent s'ouvrir aux familles des résidents ainsi qu'à leurs avocats ;

3. Une enquête indépendante doit être menée par un agent mandaté par l'ONU sur l'attaque du 8 avril contre le camp d'Achraf et sur les crimes commis à l'intérieur du camp, comme la Haut commissaire aux droits de l'homme de l'ONU les a qualifiés. Je soutiens entièrement les poursuites à l'encontre des auteurs de ces crimes contre l'humanité au camp d'Achraf ;

4. La sécurité et la protection d'Achraf doivent être garanties par la réouverture du bureau d'observation de l'ONU (MANUI) à Achraf.

Le transfert forcé de 3400 réfugiés sans armes est illégal et viole les normes de l'ONU ainsi que les lois internationales et les clauses des lois humanitaires internationales. Il me semble très clair qu'un transfert à l'intérieur de l'Irak faillit à la garantie de mettre fin à la répression et au massacre des résidents d'Achraf ; en réalité cela les place au beau milieu de plus grandes menaces encore. Par conséquent, un transfert forcé ne représente pas une solution réaliste ni pragmatique, mais en pratique peut uniquement préparer une autre folie meurtrière.

Appel de plus de 300 maires belges à la protection d'Achraf



BELGIAN COMMITTEE OF FRIENDS FOR A DEMOCRATIC IRAN
COMITÉ BELGE DES AMIS POUR UN IRAN DÉMOCRATIQUE
BELGISCH COMITÉ VAN VRIENDEN VOOR EEN DEMOCRATISCH IRAN
Chairman Dirk Claes, Senator

Communiqué de presse du 3 juin 2011

Nous souhaitons déclarer le soutien de plus de 300 maires, soit la majorité des maires de Belgique, aux résidents d'Achraf. Ce soutien de toutes les grandes villes du pays revêt une importance symbolique et nous espérons que cela donnera plus de poids aux pressions internationales pour sauver la population sans défense d'Achraf.

Nous sommes très inquiets du sort réservé aux 3 400 résidents du camp d'Achraf en Irak et mettons en garde contre une catastrophe humanitaire plus importante que le massacre du 8 avril.

Nous nous réjouissons de la décision du Conseil des Ministres (de

l'UE) du lundi 23 mai de trouver une solution définitive à cette tragédie humaine. Nous nous réjouissons du plan de délégation du Parlement européen pour les relations avec l'Irak présidée par M. Struan Stevenson. L'initiative du Parlement européen met l'accent sur la sécurité immédiate des résidents afin de créer les conditions nécessaires pour parvenir à une solution viable et pacifique. Comme l'ont annoncé les résidents d'Achraf, tout déplacement forcé est un prélude à un nouveau massacre.

Nous appelons notre gouvernement à soulever la question de la protection d'Achraf au Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU à Genève et lors de la prochaine session du Conseil des ministres des Affaires étrangères de l'UE.

Dirk Claes, Sénateur Maire (CD&V)

David Clarinval, Député Maire (MR)

Patrick Moriau, Député Maire (PS)

Séminaire au Koweït en soutien au plan européen pour Achraf



« Où sont les chiïtes koweïtiens quand les chiïtes du camp d'Achraf sont massacrés ? » demande le quotidien koweïtien Al Siyassah

Dans un article intitulé « *Où sont les Chiïtes koweïtiens quand les Chiïtes du camp d'Achraf sont massacrés* », le quotidien national al-Siyassa écrit en première page : « Le Dr. Walid al-Tabatabaï, député koweïtien, a qualifié les meurtres commis par le gouvernement irakien et l'armée du Premier ministre irakien au camp d'Achraf comme des « crimes contre l'humanité » et a demandé à la communauté internationale de prendre des « mesures sérieuses pour y mettre fin ».

Il a parlé d'une déclaration parlementaire en soutien aux résidents du camp d'Achraf et de solidarité avec eux, et a critiqué l'inaction de Washington et les mesures du gouvernement irakien, déclarant qu'« en bloquant le camp et en perpétrant des crimes à l'encontre de ses résidents, l'Irak est devenu la marionnette du régime irakien », note al-Siyassa.

Dans un article intitulé « *Les parlementaires koweïtiens appellent à résoudre la crise du camp d'Achraf* »,

un autre quotidien koweïtien al-Qabas écrit : « les parlementaires koweïtiens ont exprimé leur inquiétude concernant l'attaque du 8 avril à l'encontre du camp d'Achraf et ont souligné que l'ONU doit immédiatement prendre en charge la protection d'Achraf ».

D'autres médias koweïtiens comme les quotidiens al-Nahar, al-Sabah, al-Jaridah, al-Dar, al-Shahid, al-Alam-al-Youm, al-Anba, al-Ray, le Centre d'Information d'al-Ajel, et le Centre d'Information d'al-Aan, ont rapporté le soutien des parlementaires koweïtiens.

Dans un article intitulé « *Le Symposium de la Guilde des Écrivains sur les crimes des gouvernements de Téhéran et d'al-Maliki* », le quotidien koweïtien al-Watan écrit : « Au Koweït, un symposium a été organisé par la Guilde des Écrivains sur les crimes perpétrés par les gouvernements de Téhéran et d'al-Maliki le 8 avril au camp d'Achraf, en Irak, au cours duquel ils ont annoncé un soutien parlementaire aux habitants du camp et à leurs droits ».

1500 personnalités jordaniennes pour la protection d'Achraf



1500 personnalités jordaniennes politiques, juridiques et sociales ont apporté leur soutien à une déclaration intitulée « *Campagne de solidarité avec les réfugiés iraniens du camp d'Achraf en Irak* ».

Ces soutiens ont été rendus publics à Amman, la capitale jordannienne le 5 juin. Le tiers est composé de femmes. 15 députés, trois anciens ministres, des dizaines d'anciens élus, diplomates, politiciens, juristes, avocats, et des centaines de personnalités religieuses indépendantes de diverses confessions figurent au nombre des signataires. On compte également de nombreux universitaires et journalistes, médecins, infirmières, scénaristes, réalisateurs et militants des droits humains. Les militants politiques couvrent une centaine de partis politiques, mouvements, syndicats et unions de jeunes, d'étudiants, d'ouvriers.

Ils condamnent tous l'attaque meurtrière des forces irakiennes contre le camp d'Achraf le 8 avril dernier qui a fait 36 morts et 350 blessés. Ils soutiennent également le plan européen de sortie de crise d'Achraf, demandent une protection du camp et le respect par l'Irak de la 4^e convention de Genève dont bénéficient les habitants du camp.

Mansour Hadjian, 36^e Achrafien mort des suites de l'attaque du 8 avril

Suite de la page 1

Le 8 avril, gravement blessé, il a été emmené à l'hôpital dit du «*Nouvel Irak*» qui est sous le contrôle des forces irakiennes. Dans ce lieu surnommé à juste titre le «*centre de torture du Nouvel Irak*», en absence de médecins spécialistes, ils lui ont recousu la plaie causée par l'entrée de la balle lui causant un grave préjudice. Puis, ils l'ont conduit à Baquba et ensuite à Bagdad. Les spécialistes ont dit que les points de suture avaient doublement aggravé son état de santé. Le 27 avril, alors que les médecins n'avaient pas terminé son traitement et que son état ne s'était pas stabilisé, les forces irakiennes l'ont ramené à Achraf sur ordre du comité chargé de la répression d'Achraf.

Alors qu'il était dans un état critique, ce comité qui reçoit ses ordres directement du premier ministre irakien Maliki, a interdit son hospitalisation. Ce n'est qu'après de nombreux efforts et l'intervention des représentants de l'ONU, que le 23 mai, Mansour et deux autres blessés ont été évacués sur un hôpital d'Erbil. Mais les autorités locales qui les avaient laissés à l'entrée d'Erbil jusqu'à la moitié de la nuit, n'ont pas permis leur hospitalisation. Mansour se trouvait dans un état dramatique en raison d'un collapsus pulmonaire et de l'appareil de succion auquel il était relié. Cependant en pleine nuit, ils ont dû retourner à Kirkouk avant d'être emmenés dans un centre médical. Mais à cause des obstacles posés par le comité chargé de la répression d'Achraf, ils n'ont pu être hospitalisés dans cette ville. Après avoir passé 24h dans un véhicule, ils ont été ramenés à Achraf le 24 mai.

A partir du 2 juin, Mansour a été transféré dans un hôpital à Bagdad qui ne disposait pas des équipements nécessaires pour le soigner et c'est à cause de ce manque de soins et du retard apporté dans son traitement, qu'il est décédé dans la matinée du 11 juin.

Pressions et enlèvements visent les familles des résidents d'Achraf



Mahboubeh Mansouri

Les services de renseignement du régime des mollahs, le Vevak, ont enlevé Mme Mahboubeh Mansouri, parente d'habitants d'Achraf, le 1er juin. Nul ne sait où elle se trouve. Cinq membres de la famille de Mme Mansouri, dont deux de ses sœurs, sont à Achraf. Son frère Mohammad-Ali, a été arrêté en 2007 parce que son fils et d'autres proches se trouvaient à Achraf et parce qu'il avait participé à une

cérémonie à la mémoire des prisonniers politiques massacrés en 1988. Il a ainsi été condamné à 17 ans de prison. Il est incarcéré à Gohardacht dans des conditions intolérables. De plus, cela fait plus d'un mois qu'il n'y a aucune nouvelle de Mmes Arya et Negar Haeri, l'épouse et la fille du prisonnier politique Mashallah (Hamid) Haeri enlevé par le Vevak le 1er mai. Le fils de M. Haeri et son frère (Soheil et Abdollah) sont des Achrafiens.

Qui plus est, le 1er mai, des familles de sympathisants de l'OMPI et des parents de martyrs tombés dans l'attaque meurtrière du 8 avril contre Achraf, ont été arrêtés lors de raids du Vevak à leurs domiciles. Parmi eux se trouvaient M. Mahmoud Azimi, M. Nasser Sodagari, Tahereh et Pouyan Sodagari, l'épouse et le fils de M. Nasser Sodagari et Mme Sedigheh Moradi.



En soutien à la liberté et la démocratie
EN IRAN
et en soutien à Achraf
18 juin 2011
Villepinte - Parc des Expositions
Hall 5B à 15h00
Maryam Radjavi, Présidente élue du CNRI:
“La liberté est la plus précieuse des valeurs.
C'est l'esprit qui guide notre Résistance.”
Comité d'amitié franco-iranien
Tél: 06.45.54.67.99
Email : comiteamitie_fi@yahoo.fr